

Geschäftsverzeichnisnr. 7246
Entscheid Nr. 126/2020 vom 1. Oktober 2020

ENTSCHEID

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 37, 38, 39, 56 und 63 des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. Februar 2019 « zur Schaffung der mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragten öffentlichen Einrichtung », erhoben von der VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und L. Lavrysen, den Richtern J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, J. Moerman, M. Pâques und Y. Kherbache, und dem emeritierten Präsidenten A. Alen gemäß Artikel 60*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

*

* *

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 28. August 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. August 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens », unterstützt und vertreten durch RA M. Kaiser und M. Verdussen, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 37, 38, 39, 56 und 63 des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. Februar 2019 « zur Schaffung der mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragten öffentlichen Einrichtung » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. März 2019).

Schriftsätze und Gegenerwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der öffentlichen Einrichtung « Wallonie Bruxelles Enseignement », unterstützt und vertreten durch RÄin J. Sautois, in Brüssel zugelassen,
- der Regierung der Französischen Gemeinschaft, unterstützt und vertreten durch RA M. Uyttendaele, RÄin A. Feyt und RÄin P. Minsier, in Brüssel zugelassen.

Die klagende Partei hat einen Erwiderungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 20. Mai 2020 hat der Gerichtshof nach Anhörung der referierenden Richter J.-P. Moerman und J. Moerman beschlossen, dass die Rechtssache verhandlungsreif ist, dass keine Sitzung abgehalten wird, außer wenn eine Partei innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Notifizierung dieser Anordnung einen Antrag auf Anhörung eingereicht hat, und dass vorbehaltlich eines solchen Antrags die Verhandlung am 3. Juni 2020 geschlossen und die Rechtssache zur Beratung gestellt wird.

Infolge der Anträge mehrerer Parteien auf Anhörung hat der Gerichtshof durch Anordnung vom 3. Juni 2020 den Sitzungstermin auf den 8. Juli 2020 anberaumt.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 8. Juli 2020

- erschienen
- . RA M. Kaiser, ebenfalls *loco* RA M. Verdussen, für die klagende Partei,
- . RÄin J. Sautois, für die öffentliche Einrichtung « Wallonie Bruxelles Enseignement »,
- . RÄin A. Feyt, ebenfalls *loco* RA M. Uyttendaele und RÄin P. Minsier, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,
- haben die referierenden Richter J.-P. Moerman und J. Moerman Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Die Vorschriften des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, die sich auf das Verfahren und den Sprachgebrauch beziehen, wurden zur Anwendung gebracht.

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1.1. Die VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens » (nachstehend: SKU) beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 37, 38, 39, 56 und 63 des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. Februar 2019 « zur Schaffung der mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragten öffentlichen Einrichtung » (nachstehend: Sonderdekret vom 7. Februar 2019).

B.1.2. Die Artikel 37, 38 und 38 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 bestimmen:

« Art. 37. WBE bénéficie, outre les moyens et ressources prévus dans des décrets spécifiques, d'une dotation annuelle permettant de couvrir l'ensemble de ses frais de fonctionnement propres et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion.

Art. 38. La dotation visée à l'article 37 est composée des montants suivants :

1° un montant de 10.000.997 euros permettant de couvrir l'ensemble des frais généraux propres à WBE et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion, à l'exception des frais de personnel liés à la mise en œuvre de l'article 63 et du coût des infrastructures administratives de WBE;

2° un montant complémentaire fixé par le Gouvernement correspondant aux coûts salariaux au moment du transfert, majorés de 17 %, des membres du personnel transférés en exécution de l'article 63;

3° au terme des transferts visés au deuxième alinéa de l'article 63, § 2, un montant complémentaire fixé par le Gouvernement pour couvrir le coût des infrastructures administratives de WBE. Ce montant ne peut excéder 2 545 658 euros.

À partir de l'année 2021, le montant visé à l'alinéa 1er, 2°, ne peut excéder 41.137.500 euros.

À partir de l'année 2020, les montants visés à l'alinéa 1er, 1° et 3° sont liés à la fluctuation de l'indice des prix à la consommation.

Le montant visé à l'alinéa 1er, 2°, et le montant visé à l'alinéa 2 sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, de l'évolution des barèmes tel que prévu par le statut adapté par le Gouvernement, l'évolution de la charge de retraite des pensions statutaires des OIP, le changement de statut administratif des membres du personnel, tant que le contrat de gestion ne règle pas les modalités d'évolution de la dotation.

Art. 39. § 1er. WBE peut recevoir des dons, legs, les dividendes et recettes, sous quelque forme que ce soit, de personnes physiques ou des personnes morales, le produit de l'aliénation de biens meubles et immeubles, ainsi que percevoir d'autres recettes ou subventions.

§ 2. WBE peut contracter des emprunts pour financer des dépenses en vue de l'acquisition, la location ou l'entretien de biens immobiliers.

La Communauté peut octroyer sa garantie aux emprunts souscrits.

Le contrat de gestion détermine les modalités de conclusion des emprunts.

§ 3. Les établissements et WBE effectuent tous les transferts financiers nécessaires à l'exécution de leurs missions ».

B.1.3. Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 bestimmt:

« A l'article 18, § 1er, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, les mots ' pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 ' sont remplacés par les mots ' pendant les années 2002 à 2038 ' ».

B.1.4. Artikel 63 desselben Dekret bestimmt:

« § 1er. En vue de l'exercice des compétences de WBE visées à l'article 2, des membres du personnel du Ministère sont transférés à WBE par arrêtés du Gouvernement.

D'initiative à tout moment qu'il juge opportun et au moins une fois par an, le Conseil WBE adopte un rapport déterminant ses besoins en personnel lui permettant d'exercer l'intégralité de ses missions. Les besoins sont notamment estimés au regard de la stratégie de WBE adoptée par le Conseil et des spécificités des établissements. Le rapport précise notamment le nombre et les compétences des personnels requis, à transférer du Ministère parmi les membres du personnel affecté à des missions dans la sphère de compétences de WBE, et la date de leur entrée en fonction à WBE.

Les premiers transferts interviennent le 1er septembre 2019.

Les transferts des membres du Service général du Ministère en charge des infrastructures de WBE et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par Communauté, à l'exception des agents dédiés aux tâches de fixation et de liquidation du traitement, en ce compris la gestion des absences médicales, des personnels directeurs et enseignants, auxiliaire d'éducation, technique, paramédical, social et psychologique de

l'enseignement organisé par la Communauté, des agents chargés des affaires transversales et de la coordination pour les missions relevant du pouvoir régulateur, des agents en charge de tâches CAPELO, des agents d'encadrement des tâches relevant des missions du pouvoir régulateur, des agents chargés de l'indicatage, du courrier et du classement dans le cadre des missions du pouvoir régulateur, des agents en charge du Jury CAP, des agents en charge de la valorisation d'expérience utile et de notoriété pour les personnels des Hautes Ecoles et des Ecoles supérieures des Arts, et des juristes en charge de missions statutaires relevant du pouvoir régulateur, sont réalisés entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2023.

Le Gouvernement est habilité à proroger le délai visé à l'alinéa 4.

Les arrêtés du Gouvernement portant transfert du personnel sont adoptés sur avis conforme du Conseil WBE visé à l'alinéa 2.

Les transferts visés aux alinéas 1er et 4 ne sont pas des nouvelles nominations.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités du transfert des membres du personnel visés au paragraphe 1er.

Ces modalités prévoient notamment que ces membres du personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué [à] exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur au sein du ministère aussi longtemps que le Gouvernement n'aura pas fait usage de cette compétence.

§ 3. En ce qui concerne l'enseignement obligatoire, au moins nonante pour cent des membres du personnel du Service général du Ministère en charge des infrastructures de WBE et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Communauté transférés sont affectés au niveau zonal ».

In Bezug auf das Interesse des SKU

B.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die sich nicht auf ihr persönliches Interesse beruft, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr satzungsmäßiger Zweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm ihren Zweck beeinträchtigen kann und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Zweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.3. Wallonie Bruxelles Enseignement (nachstehend: WBE) stellt das Interesse der klagenden Partei an der Klageerhebung in Abrede, weil WBE im Wesentlichen der Auffassung ist, dass ihr Satzungszweck nicht unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte, weil die klagende Partei nicht an der Ausarbeitung der angefochtenen Normen beteiligt gewesen sei.

B.4.1. Die Beteiligung der klagenden Partei an der Ausarbeitung des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 konnte nicht erfolgen, da das angefochtene Dekret auf einem Dekretvorschlag beruhte. In Anwendung der Artikel 3 bis 6 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 20. Juli 2006 « über die Verhandlung mit den Vertretungs- und Koordinierungsorganen der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der subventionierten PMS-Zentren » kann der Verhandlungsausschuss nämlich bei der Annahme eines Dekretvorschlags nicht konsultiert werden.

B.4.2. Mit den angefochtenen Bestimmungen werden die Finanzierungsarten für die mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragte öffentliche Einrichtung festgelegt. Sie gewähren dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesen zusätzliche Finanzmittel.

In ihrer Eigenschaft als Vertretungs- und Koordinierungsorgan des von der Französischen Gemeinschaft anerkannten katholischen Unterrichtswesens verfolgt die klagende Partei gemäß ihrer Satzung insbesondere den Zweck, den in ihr zusammengeschlossenen Organisationsträgern und Lehranstalten dabei zu helfen, « ihre Aufgabe des funktionellen öffentlichen Dienstes auf dem Gebiet der Erziehung und des Unterrichts zu erfüllen » (Artikel 3 § 1 Absatz 1). Sie ist auch « der Sprecher der Mitglieder, deren Verteidigung und Förderung sie mit jedem als geeignet angesehenen Mittel übernimmt » (Artikel 3 § 1 Absatz 2).

Die klagende Partei kann von den angefochtenen Bestimmungen, mit denen einer anderen Kategorie von Organisationsträgern neue finanzielle Mittel gewährt werden, unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden. Es ist nicht notwendig, dass eine etwaige Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmungen einen sofortigen Vorteil für sie zur Folge hat. Der Umstand, dass die klagende Partei die Möglichkeit erhalten würde, dass sich die Situation der in ihr zusammengeschlossenen Organisationsträger verbessert, um ihnen zu helfen, ihre Aufgabe des öffentlichen Dienstes des Unterrichts auszuführen, ist ausreichend, um ihr Interesse an einer Anfechtung dieser Bestimmungen nachzuweisen.

Die Einrede wird abgewiesen.

In Bezug auf den Klagegrund zu den Artikeln 37, 38 und 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019

B.5. Aus den Ausführungen zum ersten Klagegrund geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird, über die Vereinbarkeit der Artikel 37, 38 und 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 mit Artikel 24 § 4 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 24 § 1 der Verfassung zu befinden, insofern diese Bestimmungen zu einem ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen einerseits dem Organisationsträger des Unterrichtsnetzes der Französischen Gemeinschaft und seinen Unterrichtsanstalten und andererseits den Organisationsträgern und den Unterrichtsanstalten der subventionierten Netze führen würden.

Durch die angefochtenen Bestimmungen würden allein dem Organisationsträger des Unterrichtsnetzes der Französischen Gemeinschaft und seinen Unterrichtsanstalten finanzielle Mittel vorbehalten, die nicht durch objektive und legitime Unterschiede zwischen dem von WBE organisierten Unterrichtswesen und dem subventionierten Unterrichtswesen gerechtfertigt und unverhältnismäßig seien, sodass gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung verstoßen würde.

B.6. Artikel 24 § 4 der Verfassung bestimmt:

« Alle Schüler oder Studenten, Eltern, Personalmitglieder und Unterrichtsanstalten sind vor dem Gesetz oder dem Dekret gleich. Das Gesetz und das Dekret berücksichtigen die objektiven Unterschiede, insbesondere die jedem Organisationsträger eigenen Merkmale, die eine angepasste Behandlung rechtfertigen ».

B.7. Obwohl die Gleichbehandlung der Unterrichtsanstalten als Prinzip gilt, schließt Artikel 24 § 4 der Verfassung eine unterschiedliche Behandlung nicht aus, unter der Bedingung, dass sie auf « den jedem Organisationsträger eigenen Merkmalen » gründet. Um in Bezug auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung einen Behandlungsunterschied zwischen den Unterrichtsanstalten der Unterrichtsnetze zu rechtfertigen, reicht es jedoch nicht aus, auf objektive Unterschiede zwischen diesen Anstalten

zu verweisen. Es muss überdies nachgewiesen werden, dass der angeführte Unterschied hinsichtlich der geregelten Angelegenheit sachdienlich ist, um einen Behandlungsunterschied vernünftig zu rechtfertigen. Andererseits ist der Gleichheitsgrundsatz in Bezug auf das Unterrichtswesen nicht von den anderen in Artikel 24 der Verfassung enthaltenen Garantien zu trennen, insbesondere der Unterrichtsfreiheit.

B.8. Zu den Finanzierungsmechanismen, die von dem ersten Vorschlag für das Sonderdekret vom 7. Februar 2019 vorgesehen waren, hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unter Bezugnahme auf mehrere Entscheide des Gerichtshofs angemerkt:

« Le législateur devra donc être en mesure, compte tenu également du système global de financement de l'enseignement, de démontrer que le financement particulier dont bénéficierait WBE, tel qu'il est prévu par les articles 39 et 40 de la proposition est justifié par des différences objectives entre l'enseignement organisé par WBE et l'enseignement subventionné » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2018-2019, Nr. 704/2, S. 18).

B.9.1. Das Sonderdekret vom 7. Februar 2019 stützt sich auf Artikel 24 § 2 der Verfassung. Diese Bestimmung ermächtigt die öffentliche Behörde, die der Organisationsträger im offiziellen Unterrichtswesen ist, ihre Befugnisse einem oder mehreren autonomen Organen durch ein mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen angenommenes Dekret zu übertragen.

B.9.2. In den Vorarbeiten heißt es:

« La présente proposition de décret met en place une structure publique autonome dotée d'une personnalité juridique distincte chargée de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Elle doit permettre de renforcer WBE en améliorant sa gouvernance, son service aux élèves, ses performances, l'accompagnement et le soutien de ses personnels, en renforçant l'autonomie des chefs d'établissement, tout en garantissant sa neutralité et son caractère public.

La création d'un organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française nécessite notamment la création d'une administration centrale rassemblant les différents services en charge de WBE au sein de l'AGE et du reste du Ministère, la capacité pour cette administration centrale d'assumer en autonomie l'ensemble des services support nécessaires à la gestion de WBE, la création de structures intermédiaires décentralisées au niveau zonal, l'amélioration de la capacité de gestion des bâtiments scolaires de ce pouvoir organisateur, la pérennisation d'un modèle de financement propre à WBE en tant qu'enseignement organisé par la Fédération.

De même, la proposition de décret doit permettre d'effectuer la distinction avec le pouvoir régulateur dans les meilleurs délais. Le choix d'une structure publique autonome dotée d'une personnalité juridique distincte permet à WBE d'acquérir une réelle autonomie en termes de définition de ses orientations stratégiques, de gestion opérationnelle et de choix budgétaires.

WBE, son organe de gestion et son fonctionnaire dirigeant, doivent disposer de l'ensemble des compétences nécessaires afin que l'administration générale de l'enseignement soit en capacité de jouer pleinement son rôle de régulateur du système scolaire.

La création de la structure publique autonome dotée d'une personnalité juridique distincte interviendra en septembre 2019.

Les compétences de WBE comprennent, outre la définition et la gestion du budget, notamment la gestion du patrimoine, la gestion des personnels, la communication, et l'évaluation de ses fonctionnaires généraux.

Compte tenu de l'ampleur des changements à mener et des progrès à réaliser, une capacité forte de pilotage au niveau central est mise en place. Un niveau intermédiaire entre le niveau central et les établissements est développé au niveau des dix zones d'enseignement » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2018-2019, Nr. 737/1, SS. 4 und 5).

B.9.3. In Bezug auf die angefochtenen Artikel 37 bis 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 heißt es in den Vorarbeiten:

« Article 37

Cette disposition prévoit que WBE reçoit une dotation annuelle. Cette dotation annuelle doit couvrir l'ensemble des frais généraux de l'organisme WBE et non pas des établissements qui en dépendent ou des organismes auxquels il participe (SPABS par exemple), lesquels continuent à être financés selon les dispositions qui leurs sont applicables.

La dotation annuelle doit, en outre, permettre à WBE d'exercer l'ensemble des obligations fixées dans son contrat de gestion.

WBE continue bien entendu de bénéficier par ailleurs des décrets prévoyant l'octroi de moyens ou de ressources pour des motifs spécifiques, comme par exemple le financement des infrastructures scolaires et le financement de conseillers pédagogiques.

Article 38

Cette disposition prévoit ce que comprend la dotation annuelle visée à l'article 37.

La dotation comprend trois parties :

- Premièrement, un montant forfaitaire permettant de couvrir tous les frais généraux de WBE et les obligations du contrat de gestion, à l'exception des frais de personnel résultant des transferts visés à l'article 61 (soit du personnel transféré depuis le Ministère) et du coût des infrastructures administratives de WBE (bâtiments administratifs);

- Deuxièmement, un montant évolutif fixé par le Gouvernement correspondant aux coûts salariaux à la date du transfert des membres du personnel transférés en exécution de l'article 61 majoré de 17 %. La majoration est destinée à couvrir forfaitairement les frais d'équipement, de téléphone, de papier, de mobilité, etc., par membre du personnel. Les 17 % de frais de fonctionnement sont calculés sur la base d'une étude comparative des autres organismes d'intérêt public de la Fédération. Le coût de ce personnel n'est pas repris dans le premier montant forfaitaire parce qu'il est évolutif. En outre, l'alinéa 2 de la disposition prévoit que ce montant est plafonné à partir de l'année 2021.

- Troisièmement, un montant complémentaire fixé par le Gouvernement pour couvrir le coût des infrastructures administratives de WBE, soit les bâtiments administratifs de WBE. Ce coût n'est pas repris dans le premier montant forfaitaire parce que les principaux frais d'infrastructures restent à charge de l'administration tant que la plus grande part des transferts visés à l'article 61 n'est pas effectuée. Durant cette période, comme précisé à l'article 77, la Communauté française met gratuitement à disposition de WBE les locaux nécessaires à l'exercice de ses compétences. Le montant maximal prévu est calculé d'ailleurs en référence aux charges d'infrastructures administratives qui pèsent actuellement sur le budget de la Communauté française pour le personnel considéré.

L'alinéa 3 de la disposition commentée prévoit le mode d'indexation des dotations et plafonds.

La disposition commentée est adoptée à la majorité ordinaire. Elle pourra, donc, être modifiée par le législateur ordinaire dans le respect de la règle générale fixée à l'article 37 qui garantit à WBE qu'il disposera toujours des moyens nécessaires pour couvrir l'ensemble de ses frais de fonctionnement et d'exécuter l'ensemble des obligations fixées dans le contrat de gestion.

Article 39

[...]

Le paragraphe 3 de cette disposition prévoit que des transferts financiers peuvent intervenir entre les établissements et WBE, que ce soit depuis WBE vers les établissements ou depuis les établissements vers WBE. Cela permet à WBE de soutenir les établissements en difficultés et de donner aux établissements les moyens nécessaires à l'exercice des compétences qui leur auraient été déléguées. Cela permet aussi à WBE de disposer des moyens nécessaires à l'organisation de services de supports aux établissements. On pense notamment à la centralisation des achats ou au support lors de la passation de contrats publics » (ebenda, SS. 15-16).

B.10.1. Der Behandlungsunterschied zwischen dem Organisationsträger des Unterrichtswesens der Französischen Gemeinschaft und den Organisationsträgern des subventionierten Unterrichtswesens beruht auf einem objektiven Kriterium. Im Gegensatz zum subventionierten Unterrichtswesen, das mit einem funktionellen öffentlichen Dienst beauftragt ist, der von einer großen Zahl von unterschiedlichen und eigenständigen Organisationsträgern

organisiert wird, untersteht das Unterrichtswesen der Französischen Gemeinschaft einem einzigen Organisationsträger.

Gemäß der Ermächtigung, die ihm in Artikel 24 § 2 der Verfassung erteilt wird, konnte der Sonderdekretgeber neue Bestimmungen über die Organisation des Organisationsträgers dieses Unterrichtsnetzes annehmen.

Die Schaffung einer autonomen öffentlichen Einrichtung, die damit beauftragt ist, von nun an die Funktion des Organisationsträgers für das von der Französischen Gemeinschaft organisierte Unterrichtswesen auszuüben, dient diesbezüglich einem legitimen Ziel, nämlich den Organisationsträger des vom offiziellen Netz der Französischen Gemeinschaft erteilten Unterrichtswesens von der Regulierungsbehörde zu unterscheiden, die damit beauftragt ist, für die drei Unterrichtsnetze der Französischen Gemeinschaft die Verfassungsbestimmungen umzusetzen, in denen die Unterrichtsfreiheit und das Recht auf Bildung für sämtliche Lehrkräfte, Eltern und Schüler gewährleistet sind.

B.10.2. Die klagende Partei beanstandet nicht, dass die Einrichtung dieser neuen Struktur die Gewährung von neuen finanziellen Mitteln für WBE durch das Sonderdekret vom 7. Februar 2019 in Form einer jährlichen Dotation (Artikel 37), deren Beträge in drei Teile unterteilt sind (Artikel 38), beinhaltet.

Sie führt jedoch an, dass die WBE zugewiesenen Beträge unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichheit der Netze nicht gerechtfertigt seien und dass sie die Zuschüsse, die insbesondere dem Netz des subventionierten freien Unterrichtswesens zugutekommen könnten, ungünstig beeinflussen könnten.

Die klagende Partei bemängelt insbesondere die fehlende Verhältnismäßigkeit, was den in Artikel 38 Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Betrag der Dotation betrifft.

B.11.1. Wie in B.9.3 erwähnt, ist die in dem angefochtenen Artikel 37 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 erwähnte jährliche Dotation zur Finanzierung des Betriebs und der Organisation von WBE bestimmt.

Nach dem angefochtenen Artikel 38 besteht diese Dotation aus drei Beträgen.

Der Betrag von 10 000 997 Euro muss es ermöglichen, sämtliche allgemeinen WBE-Kosten abzudecken und alle Aufträge auszuführen, die in dem Geschäftsführungsvertrag, der spätestens am 30. September 2020 geschlossen werden muss, festgelegt sind.

Selbst wenn der vorgenannte Betrag WBE noch vor dem Abschluss des Geschäftsführungsvertrags zugewiesen wird, kann daraus im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei anführt, nicht geschlossen werden, dass dieser Betrag den Unterrichtsanstalten der Französischen Gemeinschaft zugutekommen würde.

Aus den Artikeln 21 und 22 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019, die von der klagenden Partei nicht angefochten werden, ergibt sich insbesondere, dass neue spezifische Mandate geschaffen werden müssen, die innerhalb des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft nicht existierten. Auch müssen Unterstützungsämtler, die spezifische Anwerbungen erfordern, geschaffen und finanziert werden.

Die in Artikel 39 § 3 vorgesehenen finanziellen Transfers können nicht als Dotation, die die Französische Gemeinschaft sich als Regulierungsbehörde gewähren würde, oder Zuschüsse für eine von der Französischen Gemeinschaft organisierte Unterrichtsanstalt eingestuft werden. Diese Bestimmung bezieht sich nur auf finanzielle Transfers, die der Organisationsträger WBE an eine oder mehrere Unterrichtsanstalten, die er in dieser Eigenschaft organisiert, beschließen kann.

B.11.2. Im Übrigen obliegt es nicht dem Gerichtshof zu beurteilen, ob die von den Artikeln 37 bis 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 eingeführten Dotationen zweckmäßig oder wünschenswert sind. Sofern diese Maßnahmen nicht im Hinblick auf die Zielsetzung unverhältnismäßig sind und sie den Finanzierungsbedarf des Unterrichtswesens in der Französischen Gemeinschaft objektiv berücksichtigen, gehört die Entscheidung über die Finanzierungsarten von WEB zur Ermessensbefugnis des Dekretgebers.

B.11.3. Schließlich weist die klagende Partei nicht nach, wie und inwiefern die durch die angefochtenen Artikel 37 bis 39 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 zuerkannten Beträge die Bezuschussung reduzieren würden, die den in ihr zusammengeschlossenen

Organisationsträgern zugutekommt, oder sie die Unterrichtsfreiheit, wie sie in Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistet ist, beeinträchtigen würden.

Der erste Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den Klagegrund zu Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019

B.12. Der zweite Klagegrund richtet sich gegen den vorerwähnten Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019. Die klagende Partei beanstandet im Wesentlichen, dass die angefochtene Bestimmung die Ausnahmeregelung, die in Artikel 18 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Juli 2001 « zur Verbesserung der materiellen Bedingungen der Schulen des Grundschul- und Sekundarunterrichts » (nachstehend: Dekret vom 12. Juli 2001) vorgesehen ist, um zwanzig Jahre verlängert. Die klagende Partei führt an, dass diese Bestimmung, die ihrer Auffassung nach jeder objektiven und vernünftigen Rechtfertigung entbehrt, zur Folge habe, dass die Anstalten des Unterrichtsnetzes der Französischen Gemeinschaft zum Großteil weiterhin eine um 50 % höhere Finanzierung erhalten würden als die in Anwendung der allgemeinen Regelung vorgesehene Finanzierung. Diese Bestimmung verstoße gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 24 § 1 der Verfassung, sowie mit dem allgemeinen Grundsatz des berechtigten Vertrauens.

B.13. In den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung heißt es:

« Cet article reporte de 20 ans la sortie de l'application aux établissements de l'enseignement secondaire ordinaire et aux établissements d'enseignement spécialisé organisés par la Communauté de l'article 18 du décret de la Saint-Boniface.

La sortie pure et simple du mécanisme dérogatoire prévu par l'article 18 du décret précité aurait des conséquences financières très négatives pour une majorité des écoles concernées. Dans un contexte marqué par de nombreuses évolutions législatives liées au Pacte pour un enseignement d'excellence et par les profondes mutations organisationnelles prévues pour le réseau WBE, il convient d'éviter de déstabiliser l'organisation de son offre d'enseignement, d'autant plus au regard de l'importante pression démographique connue actuellement et attendue dans les années à venir. En prolongeant l'application du mécanisme dérogatoire défini par l'article 18, il s'agit de garantir transitoirement la continuité des missions du réseau et des réponses apportées aux besoins sociaux.

Cette disposition est adoptée à la majorité ordinaire » (*Dok. Parl.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2018-2019, Nr. 737/1, S. 18).

B.14.1. Die Beteiligung der Französischen Gemeinschaft an den Betriebskosten der Lehranstalten hat die Form von Dotationen für die Schulen von WBE und von Zuschüssen für die Schulen der anderen Unterrichtsnetze.

In Artikel 1 des Dekrets vom 12. Juli 2001, dessen Grundlage Artikel 3 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 « zur Abänderung bestimmter Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen » (nachstehend: Gesetz vom 29. Mai 1959) ist, ist ein allgemeiner Finanzierungsgrundsatz, der auf der Gewährung einer Pauschalen pro Schüler beruht, wobei nach den Schulebenen, den Unterrichtsformen und -arten unterschieden wird, verankert.

Seit dem Inkrafttreten des vorerwähnten Dekrets gilt für diesen allgemeinen Grundsatz eine in Artikel 18 enthaltene Ausnahme. Diese Bestimmung sieht vor, dass die durch Artikel 3 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 festgelegten Dotationen in der im Jahr 2001 überarbeiteten Fassung nicht zu geringeren als den 2001 zuerkannten Beträgen führen können. Diese Ausnahmeregelung verhindert die Anwendung der sogenannten « 75 % »-Regel, nach der die Französischen Gemeinschaft dort, wo sie 100 Euro je bei einer ihrer eigenen Unterrichtsanstalten angemeldetem Schüler ausgibt, 75 Euro je bei einer subventionierten Unterrichtsanstalt angemeldetem Schüler gewährt.

Obleich die in Artikel 18 des Dekrets vom 12. Juli 2001 vorgesehene Ausnahmeregelung, die zur Zeit ihrer Annahme durch die Befürchtung gerechtfertigt war, dass die Unterrichtsanstalten der Französischen Gemeinschaft hohe finanzielle Einbußen erleiden würden, als eine Übergangsregel für einen Zeitraum von 2002 bis 2010 gedacht war, wurde sie zuerst bis 2014 und sodann bis 2018 verlängert.

B.14.2. Auch wenn angenommen werden kann, dass die Wiederherstellung einer Gleichbehandlung, wenn sie schwerwiegende finanzielle Folgen hat, eine gewisse Frist erfordert, oblag es dem Dekretgeber vom 7. Februar 2019 die Aufrechterhaltung der Ungleichheit zwischen den von der Französischen Gemeinschaft über WBE organisierten Unterrichtsanstalten und den von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichtsanstalten bei der Finanzierung bis 2038 zu rechtfertigen.

Die Rechtfertigungen in den Vorarbeiten, auf die in B.13 eingegangen wurde, zeigen nicht, inwiefern die Beendigung der Ausnahmeregelung « sehr negative finanzielle Folgen für eine Mehrheit der betroffenen Schulen hätte ». Es wird auch nicht nachgewiesen, warum « die zahlreichen mit dem Pakt für Exzellenz im Bildungswesen verbundenen Änderungen » und « das Ausmaß des in den kommenden Jahren erwarteten demografischen Drucks » die Unterrichtsanstalten des Gemeinschaftsnetzes in einem Kontext beschleunigter Vereinheitlichung des Betriebs aller von den öffentlichen Behörden finanzierten Unterrichtsanstalten und der Ausweitung der Auflagen der Gebührenfreiheit mehr betreffen würden als die subventionierten Unterrichtsanstalten.

Mangels einer spezifischen Rechtfertigung in Bezug auf die Situation von WBE und ihrer Unterrichtsanstalten verstößt die Verlängerung der in Artikel 18 des Dekrets vom 12. Juli 2001 enthaltenen Ausnahmeregelung, die durch den angefochtenen Artikel 56 vorgenommen wurde, gegen Artikel 24 § 4 der Verfassung.

B.15. Der zweite Klagegrund ist begründet. Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 ist daher für nichtig zu erklären.

B.16. Damit einerseits vermieden wird, dass die Nichtigkeitserklärung von Artikel 56 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 die finanzielle Situation der von WBE organisierten Unterrichtsanstalten rückwirkend ändert und die Fortführung der Erteilung des Unterrichts gefährdet, und damit es andererseits dem Dekretgeber ermöglicht wird, neue Regeln über die Betriebskosten dieser Unterrichtsanstalten im Einklang mit Artikel 24 § 4 der Verfassung anzunehmen, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung, wie im Tenor angegeben, aufrechtzuerhalten.

In Bezug auf den Klagegrund zu Artikel 63 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019

B.17. Der dritte Klagegrund richtet sich gegen Artikel 63 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019. In einem ersten Teil bemängelt die klagende Partei die Einführung eines Inanspruchnahmerechts durch die angefochtene Bestimmung, das es WBE gestattet, zusätzliche

Personalressourcen zu erhalten, sodass die Gleichheit der Unterrichtsnetze aufgehoben würde, ohne dass dafür eine zulässige Rechtfertigung bestünde. In einem zweiten Teil führt sie an, dass dieselbe Bestimmung gegen Artikel 24 § 5 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 24 § 15 der Verfassung aus dem Grund verstoßen würde, dass die von der Regierung vorgenommene Befugnisübertragung auf dem Gebiet der Übertragung von Personal übermäßig sei und daher gegen das Legalitätsprinzip verstoße.

B.18. In den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung heißt es:

« Cette disposition finale organise le transfert de membres du personnel contractuel ou statutaire du Ministère vers WBE.

[...]

Les membres du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles et de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles de l'Administration générale de l'Enseignement, à l'exception de membres du personnel dédiés à certaines tâches spécifiques, ne pourront être transférés à WBE qu'entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2023. Le Gouvernement est habilité à proroger ce délai. Ce décalage doit permettre de procéder, d'une part, à une réorganisation préalable de ces services au sein de l'administration et, d'autre part, de procéder à une objectivation des besoins de l'organe public autonome. Ces besoins seront évalués notamment en fonction du développement de nouveaux outils informatiques pour la gestion du personnel et de la création éventuelle d'une régie des bâtiments de la Communauté française. Le Gouvernement procède à ces transferts de manière progressive en accord avec le Conseil WBE qui aura remis préalablement le rapport visé à l'alinéa 2. Pour le surplus, ces transferts seront effectués selon les modalités fixées par le Gouvernement en application du paragraphe 2.

Ces transferts ne sont pas de nouvelles nominations. Ils n'ouvrent pas de nouvelles voies de recours permettant de contester l'engagement, la désignation ou la nomination originale des membres du personnel transférés.

Le paragraphe 2 de cette disposition prévoit que le Gouvernement détermine la date et les modalités de transfert des membres du personnel, après concertation avec les organisations représentatives du personnel.

Ainsi, le Gouvernement pourrait décider que les transferts de personnel seront progressifs, en fonction des besoins de WBE qui sont susceptibles d'évoluer dans les premiers mois ou années de son fonctionnement.

Le Gouvernement fixe également les règles régissant la procédure de transfert des membres du personnel du Ministère vers WBE. Il pourrait ainsi, par exemple, prévoir que sont d'abord transférés les candidats volontaires et ensuite, au besoin, transférer d'office des membres du personnel. Il pourrait également, par exemple, décider de transférer d'office tous les membres du personnel répondant aux conditions qu'il fixe ou encore prévoir des procédures de sélection des membres du personnel à transférer.

Le Gouvernement dispose donc d'une très grande latitude dans le cadre de la détermination des modalités de transfert des membres du personnel, sous réserve de ce qui concerne les droits acquis des membres du personnel qui doivent être préservés dans les limites suivantes. Le Gouvernement doit prévoir que les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité. Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer leurs fonctions dans leur service d'origine.

Tant que le Gouvernement n'aura pas déterminé les modalités du transfert des membres du personnel sur le plan administratif et pécuniaire, leur statut juridique demeurera régi par les dispositions qui leur étaient applicables au sein du Ministère.

Le paragraphe 3 prévoit que, en ce qui concerne l'enseignement obligatoire, au moins nonante pour cent des membres du personnel transférés sont affectés au niveau zonal. Le personnel concerné est dédié au niveau zonal pour réaliser les missions nécessitant une proximité avec les établissements. En fonction des besoins, il peut être affecté à des missions zonales ou interzonales, nécessitant des synergies. Par conséquent, l'affectation du personnel au niveau zonal ne porte pas préjudice à la possibilité de rassembler dans certaines zones, dans une optique de mutualisation des ressources et des expertises, des agents chargés de jouer le rôle de centre de compétences ou d'appui opérationnel pour la gestion immobilière ou les projets de rénovation et de développement, au profit de plusieurs zones » (ebenda, S. 19).

B.19. Artikel 24 § 5 der Verfassung bestimmt:

« Die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft wird durch Gesetz oder Dekret geregelt ».

Diese Bestimmung drückt den Willen des Verfassungsgebers aus, es dem zuständigen Gesetzgeber zu überlassen, die wesentlichen Elemente des Unterrichtswesens hinsichtlich der Organisation, der Anerkennung und der Bezuschussung zu regeln. Artikel 24 § 5 der Verfassung verlangt, dass die übertragenen Befugnisse sich nur auf die Umsetzung der Grundsätze beziehen, die der Dekretgeber selbst angenommen hat. Hierdurch kann die Gemeinschaftsregierung nicht die mangelnde Präzision dieser Grundsätze beheben oder unzureichend detaillierte Wahlentscheidungen näher ausarbeiten.

B.20. Die Übertragung eines Teils des Personals des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft an WBE fußt auf der Schaffung einer autonomen öffentlichen Einrichtung, die von nun an mit der Funktion des Organisationsträgers für das Unterrichtswesen der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, unter Ausschluss der Regulierungsbehörde des Unterrichtswesens in der Französischen Gemeinschaft durch das Sonderdekret vom 7. Februar 2019.

Der angefochtene Artikel 63 sieht daher vor, dass ein Teil der Mitglieder des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft, der nicht mehr mit der Funktion des Organisationsträgers beauftragt ist, an die neue Struktur übertragen werden kann, die von nun an mit dieser Funktion beauftragt ist.

Artikel 63 präzisiert vor diesem Hintergrund die Bedingungen für diese Übertragung: nur das für Aufgaben im Zuständigkeitsbereich von WBE eingesetzte Personal kann übertragen werden; die Übertragungen werden von der Regierung auf Antrag und nach gleichlautender Stellungnahme des WBE-Rats vorgenommen. Sie stellen keine neuen Ernennungen dar und die erworbenen Rechte müssen beachtet werden. Schließlich werden die Termine, zu denen diese Übertragungen erfolgen müssen, präzisiert.

Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 56 des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 7. Februar 2019 « zur Schaffung der mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragten öffentlichen Einrichtung » für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum Inkrafttreten der vom Dekretgeber anzunehmenden neuen Regeln und spätestens bis einschließlich 31. Dezember 2022 aufrecht;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 1. Oktober 2020.

Der Kanzler,

Der Präsident,

F. Meersschaut

F. Daoût